

N° DP 23/847

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION D'OBJECTIFS AVEC LE PLANNING FAMILIAL VAROIS ET LA METROPOLE TPM - SUBVENTION D'UN MONTANT DE 15 000 EUROS

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le projet de convention, ci-annexé,

CONSIDERANT que dans le cadre de ses compétences en matière d'aide aux jeunes, la Métropole Toulon Provence Méditerranée met en place des actions de soutien auprès du secteur associatif et mène des actions en direction des publics les plus fragiles et des étudiants,

CONSIDERANT que le planning familial Varois mène des actions en direction des jeunes de 15-25 ans, principalement des jeunes filles, d'information, de sensibilisation, de prévention, d'écoute sur des thématiques portant sur la santé, la contraception, l'avortement, la sexualité, les violences, la lutte contre le sida et toutes formes de discrimination et inégalités sociales,

CONSIDERANT que le secteur d'intervention s'étend sur le territoire de TPM, avec notamment un lieu d'accueil qui est situé au centre-ville de Toulon, à côté de la gare routière et ferroviaire permettant ainsi d'être accessible au public issu de l'ensemble du territoire de TPM et du Département,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ATTRIBUER au planning Familial Varois une subvention de 15 000 €, (quinze mille euros) pour l'année 2023.

ARTICLE 2

D'APPROUVER les termes de la convention, ci-jointe, et **DE SIGNER** cette convention.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits au budget principal 2023, opération 5222 ; article 65748.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

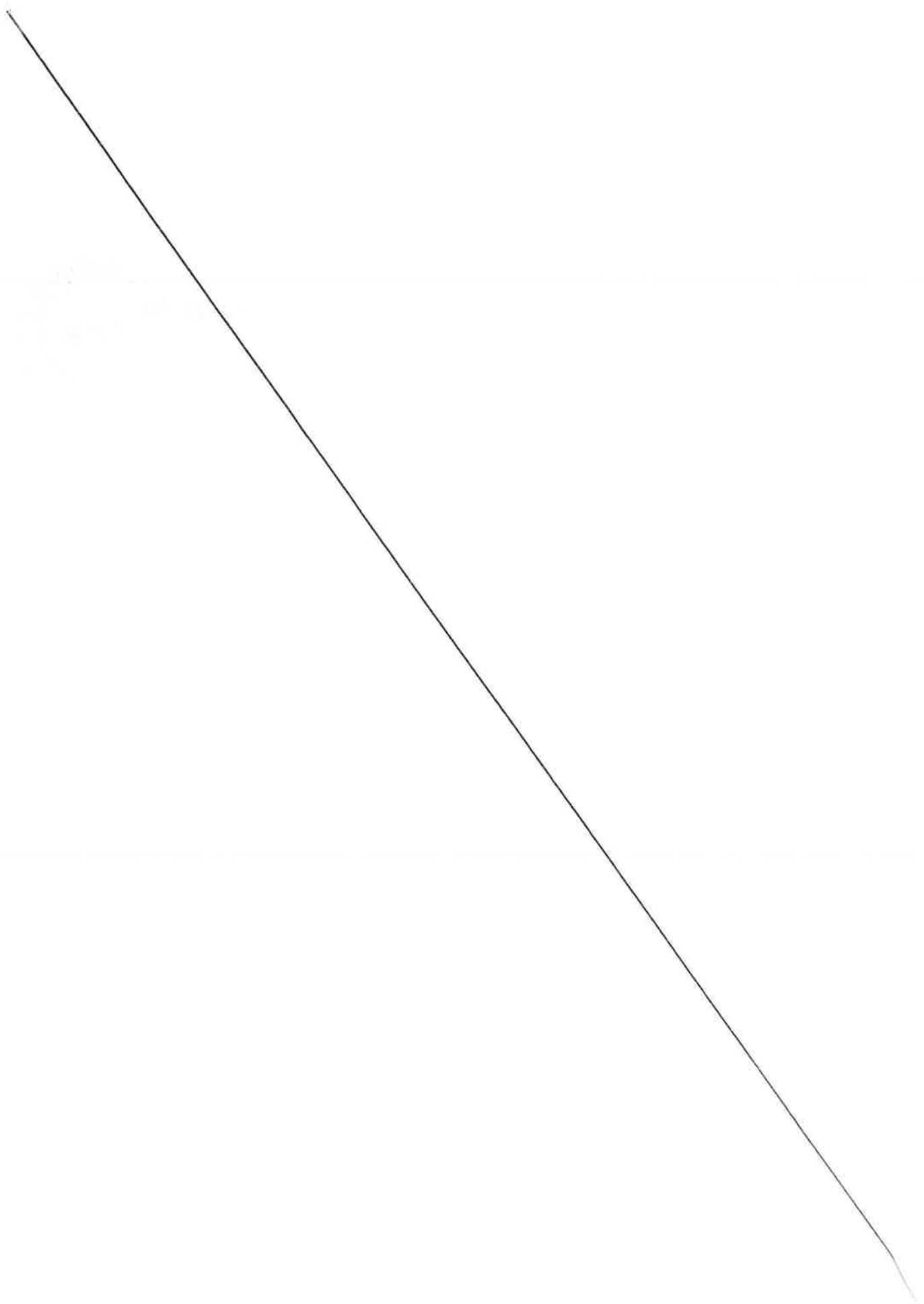
Fait à Toulon, le

12 SEP. 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





CONVENTION D'OBJECTIFS AVEC LE PLANNING FAMILIAL VAROIS

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret N° 2001-495 du 6 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

ENTRE

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN agissant en vertu de la Décision Président n° du

ci-après désignée *la Métropole*,

d'une part,

ET

Le planning familial varois, sis 5 avenue Colbert, 83200 Toulon, représenté par Madame Danièle DUBOIS, agissant en qualité de Présidente,

ci-après désignée *le planning familial varois*,

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Le planning familial varois mène des actions en direction des jeunes de 15-25 ans, principalement des jeunes filles, d'information, de sensibilisation, de prévention, d'écoute sur des thématiques portant sur la santé, la contraception, l'avortement, la sexualité, les violences, la lutte contre le sida et toutes formes de discrimination et inégalités sociales.

Les actions menées procèdent de deux axes d'interventions :

D'une part : accueil, écoute, orientation du public reçu au sein des permanences anonymes et gratuites. Des entretiens (accueil physique et téléphonique) individuels avec des conseillères conjugales et familiales visant à informer et accompagner en matière de vies affectives, relationnelle et sexuelle et sur la prévention des IST/MST ; ainsi que des consultations médicales avec des professionnels de santé.

D'autre part : allez-vers le public de TPM : sensibilisation et groupe de parole autour des thématiques de la vie affective, relationnelle et sexuelle avec selon la structure distribution de produits d'hygiène.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : ENGAGEMENT DU PLANNING FAMILIAL VAROIS

Le planning familial varois s'engage à mettre en place des actions de prévention santé et accès aux droits pour des jeunes femmes de 15 à 25 ans : étudiantes, en vie active ou en situation de précarité sur TPM.

Durée de l'action : 2023.

ARTICLE 2 : EVALUATION DES ACTIONS

Les parties s'engagent à réaliser une évaluation des actions menées selon les critères quantitatifs et qualitatifs.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DE REFERENCE DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

En vertu de la Décision Président n° du , la Métropole s'engage à soutenir financièrement le planning familial varois au cours de l'exercice 2023, par le versement d'une subvention d'un montant total de **15 000 €**.

ARTICLE 4 : DUREE

La présente convention est conclue pour l'année 2023.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

D'une façon générale, la Métropole s'engage à communiquer au planning familial Varois tous les éléments administratifs et financiers nécessaires pour remplir ses missions.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DU PLANNING FAMILIAL VAROIS

Le planning familial varois s'engage :

- A souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité afin que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée. Il devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes.
- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents.
- A ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines.
- A valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent.
- A faciliter le contrôle, par les services de la Métropole TPM, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables.
- A fournir à la Métropole TPM une évaluation prévue à l'article 2, attestant notamment de la réalisation de l'action, ainsi que le compte rendu financier des actions soutenues par Toulon Provence Méditerranée. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,
- A fournir le bilan financier et le compte de résultat de la structure.

En outre, l'association sera tenue de nommer un commissaire aux comptes et un suppléant. La tenue de sa comptabilité sera confiée à un expert-comptable agréé et inscrit au tableau de la compagnie des experts comptables. Une copie du rapport du Commissaire aux comptes sera transmise à la Métropole.

L'association déposera à la Préfecture de son siège social ses budgets, comptes annuels, conventions passées avec les autorités publiques et les comptes rendus financiers des subventions reçues pour y être consultés.

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole TPM pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 7 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TPM

Le montant de la subvention est arrêté à **15 000 €** (quinze mille euros). Il est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2023. Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales, et selon les modalités suivantes :

- Un versement global d'un montant de **15 000 €**, dès que la présente convention aura acquis un caractère exécutoire.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom du planning familial Varois par virement bancaire.

ARTICLE 8 : LES MODIFICATIONS A LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 9 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de sa destination de la subvention sans accord préalable et exprès de la Métropole TPM entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis ni indemnité sur simple lettre de la Métropole TPM.

ARTICLE 10 : REVERSEMENT DE TOUT OU PARTIE DE LA SUBVENTION

En cas de non-respect par l'association de ses engagements, ou en cas de résiliation intervenant dans l'un des cas fixés par l'article précédent, l'association reversera à la Métropole TPM les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 11 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation

applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence développement économique.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission développement économique, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>
- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

ARTICLE 12 : LITIGES

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13 : LA LEGALITE DE LA CONVENTION ET SA NOTIFICATION

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à l'association.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

La Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le planning familial varois

Jean-Pierre GIRAN

Danièle DUBOIS

